André VITALIS, *L'Incertaine Révolution numérique*

Londres, ISTE Éd., coll. Systèmes d'information, web et société, 2016,
117 pages

Jean-François Tétu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10993>
DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10993
ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016
Pagination : 483-485
ISBN : 978-2-8143-0313-3
ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jean-François Tétu, « André VITALIS, *L'Incertaine Révolution numérique* », *Questions de communication* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 13 mars 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10993> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10993>

qui restent dans des formes traditionnelles (comme la plainte) et collectives de « résistance ». On y confirme donc une différence générationnelle et culturelle. La seconde enquête (chap. 4, Renaud Garcia-Bardidia, Jean-Philippe Nau, Éric Rémy, pp. 95-122) remet clairement en cause la notion de *Digital Natives*, en concluant sur l'hétérogénéité des pratiques de téléchargement illégaux, mettant en lumière les tensions entre les « gains » en autonomie offerts par la gratuité et les « interdits moraux et légaux relayés par les adultes [parents] » (p. 109), différenciés. L'étude du chapitre 5, qui réunit chercheurs en sciences de gestion et en sciences de l'information et de la communication (Céline McLaughlin, Marie-Pierre Pinto, Didier Tsala Effa, pp. 123-148), cherche à repérer les usages universitaires des réseaux sociaux par les étudiants primo-entrants. Si l'enquête retrouve les constats habituels sur le faible usage universitaire (ou scolaire) de Facebook, elle offre une vue encore inédite sur celui de Twitter par les étudiants. L'usage du réseau social, pour « live-tweet » les micro-événements des cours donne à voir une forme nouvelle d'ajustement à la vie universitaire. On y trouvera un développement nourri sur une méthode rarement utilisée dans les études d'usage, l'analyse de discours. Les deux derniers chapitres reviennent sur la question des identités en jeu dans les réseaux sociaux numériques (chap. 6 et 7). Alexandre Coutant (pp. 149-184), spécialiste de cette thématique, en offre un riche état de la question (chap. 6). On pourra regretter l'appui exclusif sur une seule référence (Danah M. Boyd, Nicole B. Ellison, « Social Network Sites », *Journal of Computer-Mediated Communication* 13, 2007, pp. 210-230) pour définir la notion de dispositif socionumérique alors que les références francophones abondent sur ce thème.

La seconde partie interroge les stratégies marketing les plus appropriées pour atteindre les jeunes consommateurs. Ce faisant, les cinq contributions continuent largement d'exposer les consommations numériques. Comme ceux de la première partie de l'ouvrage, loin de se contenter d'un survol de la question abordée, les contributeurs proposent des revues de la question particulièrement développées, et dans les cas de restitution d'enquêtes, les méthodologies y sont exemplairement discutées. Les caractéristiques de la culture LOL, prégnante dans l'internet, ainsi que les usages de l'humour dans la communication des marques fait l'objet d'une revue de littérature étendue, et c'est là son intérêt, issue de plusieurs disciplines des sciences humaines et sociales (chap. 8, Pascale Ezan, pp. 210-234). On retrouvera de la même auteure une synthèse de même nature sur la consommation de séries télévisées (chap. 11, pp. 281-308). En revanche, on pourra passer plus rapidement

sur le chapitre consacré aux « représentations et valeurs des utilisateurs de *serious games* » dans un contexte de formation professionnelle (chap. 9, pp. 235-251), partant d'une enquête fondée sur une typologie contestable des individus (« conservatisme », « ouverture au changement », etc.) contre laquelle on pensait l'ensemble des *SHS* définitivement prémuni, après les critiques déjà bien anciennes de la psychologie et de la sociologie du travail et ou encore celle d'Anne-Marie Laulan. Les deux dernières contributions sont particulièrement convaincantes. Maria Mercanti-Guérin (chap. 10, pp. 253-280) interroge le rapport aux banques et à l'argent de jeunes de moins de 25 ans, décrits comme population difficile à atteindre, parce que non homogène socialement et dans ses attitudes vis à vis des technologies, préférant à 80 % un réseau physique de banques mais capable de détourner les publicités pour générer dans l'internet des « buzz négatifs », privilégiant les placements dans les *start-up* aux achats de logements ou de voitures, et créant de nouvelles alternatives concurrençant les réseaux bancaires traditionnels. Certaines des évolutions ici retracées inciteraient à accorder crédit à l'hypothèse d'une rupture, qu'il resterait à qualifier, générationnelle ou culturelle. Chloé Guillot-Soulez et Sébastien Soulez (chap. 12, pp. 309-331) s'attachent à montrer qu'en matière de recherche d'emploi, la génération actuelle ne diffère guère de la précédente (elle se retourne à l'identique vers son réseau personnel) et adresse aux e-recruteurs le conseil de ne pas cantonner la communication de recrutement au seul média internet.

On l'aura compris, les conclusions de l'ensemble des contributeurs vis à vis des caractéristiques de consommations de la jeune génération diffèrent notablement. C'est là une des forces de l'ouvrage. Les chercheurs en *SHS* qui souhaiteraient dépasser la problématique éducative rebattue du « mythe des *Digital Natives* », et ses constats uniformes, y trouveront de stimulantes pistes de réflexion.

Nicole Boubée

Lerass, université Toulouse Jean-Jaurès
nboubée@univ-tlse2.fr

André VITALIS, *L'Incertaine Révolution numérique*

Londres, ISTE Éd., coll. Systèmes d'information, web et société, 2016, 117 pages

Comme le titre l'indique clairement, le dernier livre d'André Vitalis ne s'associe pas à la vulgate ou aux chantages de la révolution numérique. Il propose, dans un volume restreint et de lecture aisée, une vaste revue de la littérature, nourrie aussi de ses propres travaux,

sur cette révolution numérique supposée, qui vise notamment les questions de contrôle, de surveillance et de domination ; le cœur de ce livre est bien entendu consacré aux libertés qui constituent l'apport spécifique d'André Vitalis, dans ses précédentes publications (depuis *Informatique, pouvoir et libertés*, Paris, Économica, 1981) comme dans celle-ci.

Au fond, quatre grandes problématiques ont dominé l'histoire de l'informatisation depuis un demi-siècle : elles constituent les fils conducteurs de ce livre. D'abord, la surveillance sociale permise par l'accumulation des données personnelles dont les États ont tenté de limiter les effets par une législation sur la protection de la vie privée. Ensuite, la sécurité publique qui, sous l'impulsion des USA après le 11 septembre 2001, fait reposer la lutte contre le terrorisme sur les techniques d'information. C'est aussi l'explosion des messages permise par l'ouverture de l'internet au grand public. C'est enfin la marchandisation permise par la conversion des données personnelles en ressources économiques par les quatre grands de l'internet – Google, Apple, Facebook, et Amazon (GAFA).

Ces problématiques constituent le thème de chacun des quatre premiers chapitres, le dernier interrogeant les aspects industriels et politiques de la révolution supposée. Le ton est donné dès la fin de l'introduction : « Les Big data nous acheminent tout droit, au nom de l'optimisation de toute chose, vers un monde de décisions opaques prises par des automates au détriment du décideur humain et d'un fonctionnement démocratique de la société » (p. 14).

Le premier chapitre (« Une surveillance informatique soumise à des règles », pp. 17-31) porte sur la montée du contrôle lié aux techniques d'information. André Vitalis choisit ici une perspective historique qui montre comment, contrairement aux propos du rapport de Simon Nora et Alain Minc sur *L'Informatisation de la société* (Paris, la Documentation française, 1978), la surveillance exercée par la Gestapo et l'extermination des Juifs « a reposé sur l'organisation et le traitement d'une masse considérable d'informations à l'aide de milliers de machines mécanographiques Hollerith » (p. 19). Mais surtout les réalisations et projets (les années 50 aux USA avec le système Echelon, repris p. 40, puis le projet SAFARI en France) ont conduit à une nouvelle formalisation du droit à la vie privée. Il discute la portée de cette défense de la vie privée (la vie privée étant selon lui une condition absolue de la possibilité d'un espace public (p. 28), et les limites de la réglementation (« en se focalisant sur le seul renforcement du droit à la vie privée, la dimension collective des enjeux de l'ordinateur est oubliée », p. 29).

Le chapitre 2 (« La sécurité au détriment des libertés », pp. 33-49) montre le déséquilibre de ce couple mis à mal par les questions d'insécurité : restriction des pouvoirs de la CNIL en 1995, par exemple (p. 38). Puis il indique la banalisation de la vidéosurveillance dont il est un spécialiste reconnu, et l'état de surveillance global permis par le *Patriot Act* et le programme *Total Information Awareness*, qui n'a jamais vu le jour, mais dont les révélations d'Edward Snowden montrent l'étendue (p. 39). André Vitalis conteste l'efficacité de cette surveillance (trop de monde, notion floue de terroriste, p. 44), mais pas le « prosélytisme sécuritaire américain » (idem), avec les injonctions des USA et l'alignement de l'Europe sur les positions américaines et « l'architecture du contrôle » en France (avec l'identité biométrique notamment).

Le chapitre suivant (« Un réseau au service de la participation et de l'échange », pp. 51-71) rappelle d'abord la vision libératrice des pionniers de l'internet, le rôle de la contre-culture californienne et l'héritage du complexe militaro-scientifique aux USA (Norbert Wiener). Mais le plus important est la transformation du calculateur en outil de communication : le premier Macintosh en 1984 était présenté « comme un objet qui anéantira les bureaucraties et permettra le développement de la liberté individuelle » (p. 55). André Vitalis souligne l'idée millénariste et la rhétorique prophétique qui préside au déploiement du réseau américain sans frontières, autoroutes de l'information en 1993 puis société mondiale de l'information. Le plus important ici est que l'espoir de renouveau démocratique a été déçu malgré les possibilités d'élargissement du débat public : il s'appuie sur une étude convaincante qu'il a dirigée sur le naufrage de l'Erika et de la marée noire qui a suivi en 1999, où les contributions des internautes contredisent avec succès les pouvoirs publics. Ce chapitre s'achève sur le « succès d'un web expressif et relationnel » (p. 64 sq.), quoique cet espace de communication demeure problématique (secret, caché ou public ?).

Le quatrième chapitre analyse la privatisation et l'exploitation marchande des données personnelles (pp. 73-89) et montre comment l'exploitation de ces données est à la source de la richesse des GAFA. Il retrace l'évolution des dispositifs de captation de ces données depuis les premières cartes de paiement jusqu'au web 2.0, et, par suite, la « valorisation algorithmique des données » (p. 77) avec quelques exemples saisissants du travail des robots et des automates (p. 79). Le résultat est une sorte de « datafication des économies » (p. 80) qui remet en cause la hiérarchie public/privé par des monopoles inédits qui reposent sur les effets de réseau et ne sont limités que par les « entraves » que constituent encore heureusement

les États, et encore, car seul l'état américain semble avoir désormais le pouvoir d'exercer des contraintes au nom de l'intérêt général (p. 86). Cette captation des données, et son exploitation marchande montre le réseau comme une jungle où s'impose le règne du plus fort.

Quelle révolution numérique, donc ? Cette révolution n'a pas transformé les biens, les services ou les modes de production à une échelle comparable aux révolutions industrielles précédentes. Mais la nature du progrès technique a changé, remplaçant les travailleurs par des logiciels, ce qui dément la thèse schumpétérienne de destruction/création des richesses et des emplois. On peut même craindre une disparition à grande échelle de nombreuses professions, et donc la naissance d'une classe pléthorique d'individus économiquement inutiles, qui remplacerait la distinction des inter-acteurs et des inter-agis. Il faut donc imaginer de nouvelles répartitions de la richesse, suivre Antonio Negri (Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils, 2000) dans l'idée du capitalisme cognitif comme fondement d'une révolution politique libératrice et penser une révolution où le numérique n'aurait pas la première place.

Ce relatif optimisme final ne peut cependant faire oublier la logique du profit qui domine actuellement l'usage des réseaux, et les menaces sur les libertés que fait peser sur tous l'obsession de la sécurité. C'est ce qui donne son prix à cet ouvrage, ferme et clair, qui ouvre une nouvelle série (*Informatique et sociétés connectées*) chez l'éditeur londonien ISTE.

Jean-François Tétu

Éliso, université Lumière Lyon 2, F-69000
jf-tetu@orange.fr

Tiphaine ZETLAOUI, *Société numérique*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. De Visu, 2016, 123 pages

Société numérique est un ouvrage de Tiphaine Zetlaoui édité aux éditions L'Harmattan dans la collection « De Visu », dirigée par Yannick Lebtahi. Conformément à l'esprit de cette collection, ce livre propose une introduction à une problématique contemporaine française portant sur la communication. L'objectif est large puisqu'il s'agit, comme l'indique le titre, d'étudier notre *société numérique*. Cette expression désigne ici tous les aspects de la société française qui ont partie liée avec le numérique (ces nouveaux moyens de communication et de transport de l'information que sont le web, les multimédias et l'informatique) depuis le droit jusqu'aux pratiques individuelles. Tiphaine Zetlaoui a choisi de présenter les approches du numérique par les acteurs principaux de nos sociétés et de s'interroger sur ce

qui anime leurs actions, ce qui structure leurs discours. L'ouvrage présente ainsi trois pôles de pouvoir : le pouvoir politique et étatique, le pouvoir économique et le pouvoir artistique. La dernière partie, épistémologique, présente une conclusion audacieuse sous la forme d'un authentique programme de recherche.

Le premier chapitre (pp. 11-53) présente l'attitude de l'État français face à cette innovation. La chercheuse montre l'importance de la récurrence des discours et des attitudes des représentants de l'État depuis le milieu du XIX^e siècle. Face au télégraphe électrique, déjà, on espère des miracles et la peur de rater le changement technologique majeur et ses bienfaits supposés entraîne une adhésion fort peu critique. Par cette entrée à la fois conceptuelle et historique, l'auteure permet de comprendre les développements les plus récents et les plus techniques des politiques des pouvoirs publics. L'attitude de l'État vise à favoriser « le développement des NTIC en incitant les entreprises et les citoyens à les utiliser » (p. 11). Les collectivités territoriales adoptent des attitudes plus variées face à cette nouvelle société numérique. Si certaines prolongent avec enthousiasme la course en avant, d'autres font preuve de plus de scepticisme. L'ensemble du chapitre montre avec clarté un pouvoir central se constituant comme une force d'impulsion à ce qu'il estime être un facteur important de progrès, de développement économique et de lien social, poursuivant sans l'interroger l'attitude saint-simonienne. Les cybernéticiens perpétuent cette tradition, persuadés que les technologies de la communication sont par elles-mêmes vecteur de lien social. Pierre Musso, Philippe Breton et Lucien Sfez sont alors convoqués pour indiquer que la recherche en communication invite à un scepticisme sur les bienfaits automatiques de la révolution numérique pour la société : « La communication est une valeur plutôt posée en creux » (p. 53).

Le deuxième chapitre (pp. 55-87) propose un état de l'économie numérique, plus précisément des réseaux de télécommunication (tv, radio, internet). L'authentique libéralisation du marché français débute en 1982 et elle est véritablement effective en 1996. Toutefois, elle s'accompagne d'une forte volonté de régulation par l'État qui plante des hautes autorités de régulation, dites « indépendantes », dans les secteurs de la télématique, la téléphonie mobile et internet : « Le développement de ces autorités semble signaler une volonté gouvernementale [...] de montrer qu'il agit sur le marché dans un esprit d'impartialité » (p. 64). Judicieusement, Tiphaine Zetlaoui constate la réalité d'une économie mixte, où l'État, autorité morale, est également un acteur économique *via* le service public. À cette description fait pendant